

LA RUSSIE AU MOYEN-ORIENT : QUELLE POLITIQUE POUR QUELS OBJECTIFS ?

# MOYEN-ORIENT

GÉOPOLITIQUE, GÉOÉCONOMIE, GÉOSTRATÉGIE ET SOCIÉTÉS DU MONDE ARABO-MUSULMAN

Magazine trimestriel • Numéro 08

Octobre-Décembre 2010 • 10,95 €

## ÉTAT PALESTINIEN

*Un défi sécuritaire  
pour Israël*

## CANAL DE SUEZ

*Quels enjeux pour l'Égypte  
et le monde ?*

## FERMES DE CHEBAA

*Un imbroglio frontalier*

# PÉTROLE

GÉOPOLITIQUE ET STRATÉGIES ÉNERGÉTIQUES

M 07419 - 8 - F: 10,95 € - RD



Tous les trois mois,  
découvrez les meilleures analyses  
sur le monde arabo-musulman  
accompagnées de nombreuses  
cartes et illustrations.



**Moyen-Orient n°1**  
Dossier spécial Iran



**Moyen-Orient n°2**  
Dossier spécial Liban



**Moyen-Orient n°3**  
Dossier spécial Golfe



**Moyen-Orient n°4**  
Dossier spécial sur l'eau  
(épuisé)



**Moyen-Orient n°5**  
Dossier spécial  
Israël/Palestine  
(épuisé)



**Moyen-Orient n°6**  
Dossier spécial chiisme



**Moyen-Orient n°7**  
Dossier spécial Algérie

Dans vos kiosques et librairies  
début janvier 2011  
**Moyen-Orient n°9**  
Dossier spécial Turquie

# OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT

## MOYEN-ORIENT

GÉOPOLITIQUE, GÉOÉCONOMIE, GÉOSTRATÉGIE ET SOCIÉTÉS DU MONDE ARABO-MUSULMAN

*Abonnez-vous  
et économisez  
jusqu'à 30 % !*

~~44€~~

**35 €**

seulement pour toute  
une année de lecture

Tarif pour la France métropolitaine,  
voir conditions d'abonnement

~~88€~~

**60 €**

seulement pour deux  
années de lecture

Tarif pour la France métropolitaine,  
voir conditions d'abonnement

### ABONNEMENT 1 AN • 4 NUMÉROS (port compris)

- France métropolitaine : 35 €       Europe/DOM-TOM : 45 €  
 Reste du monde : 55 €

### ABONNEMENT 2 ANS • 8 NUMÉROS (port compris)

- France métropolitaine : 60 €       Europe/DOM-TOM : 80 €  
 Reste du monde : 100 €

Offres valables jusqu'au 31 décembre 2010

### MES COORDONNÉES

M.  M<sup>me</sup>  M<sup>lle</sup> Nom.....  
Prénom.....  
Adresse.....  
Code postal..... Ville.....  
Pays.....  
Téléphone.....  
E-mail.....

### JE RÈGLE MON (MES) ABONNEMENT(S) PAR :

- chèque bancaire ou postal, libellé en euros (à l'ordre d'AREION)  
 par carte bancaire (VISA/ Mastercard)

N° de carte \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Date d'expiration \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Cryptogramme \_\_\_\_  
(3 derniers chiffres au dos de la CB)

Date et signature (obligatoires)

À renvoyer par courrier à : AREION Group, Moyen-Orient, 88 rue de Lille, 75007 PARIS (France)

Passer votre commande sur notre boutique sécurisée

[www.GEOSTRATEGIQUE.COM](http://www.GEOSTRATEGIQUE.COM)



Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.

# Sommaire

Moyen-Orient n° 8 • Octobre-Décembre 2010

- 6 Regard de Jean-Louis Guigou sur l'Union pour la Méditerranée
- 13 Agenda - Actualités

## DOSSIER PÉTROLE

17

- 18 Géopolitique des hydrocarbures : Le Moyen-Orient au cœur des enjeux énergétiques du XXI<sup>e</sup> siècle  
Christophe-Alexandre Paillard
- 24 Repères Pétrole : Cartographie
- 26 États producteurs et compagnies pétrolières étrangères : Quelles relations ?  
Francis Perrin
- 32 Les stratégies gazières du Qatar et de l'Iran : Décryptage  
Perla Srour-Gandon
- 38 La diversification économique des pays du Golfe  
Laura El-Katiri
- 44 De nouvelles sources d'énergie dans le monde arabe  
Katarina Uherova Hasbani
- 50 Repères Pétrole et société : Les jeunes Saoudiens et le marché du travail  
Olivier Arvisais

## GÉOPOLITIQUE

54

- 54 La Russie au Moyen-Orient : une politique de puissance aux moyens limités  
Julien Nocetti
- 60 Le « plan Fayyad » : l'État d'abord  
Chiara Pettenella
- 68 Le défi sécuritaire pour Israël d'un État palestinien devenant souverain  
Fabrice Quénéhervé
- 74 Ghajar : la frontière introuvable entre le Liban et Israël  
Sébastien Pellissier

## EN BREF

79

## GÉOÉCONOMIE

82

- 82 Le canal de Suez : quels enjeux stratégiques ?  
Antoine Frémont

## HIER

88

- 88 Les fermes de Chebaa : L'occasion manquée des commissions mixtes syro-libanaises (1944-1946)  
Matthieu Cimino

## LIVRES • WEB

94





Avec une communauté musulmane estimée à 20 millions de personnes, la Russie cherche à jouer un rôle de médiateur entre Occident et Orient. Rencontre entre le président russe, D. Medvedev, et le représentant du Conseil russe des muftis, R. Gainutdin, en 2009.



© AFP/Photo/Altur Kemane

# La Russie au Moyen-Orient : *une politique de puissance aux moyens limités*

La Russie noue des contacts avec l'ensemble des acteurs moyen-orientaux avant tout pour améliorer son image politique et affirmer sa présence dans une région qui reste stratégique, tant pour la sécurité de son flanc sud que pour la viabilité de son projet de puissance. Mais la visibilité de la politique russe au Moyen-Orient est contrariée par la prédominance des États-Unis, l'émergence de nouveaux acteurs et ses propres contradictions, notamment dans ses relations avec l'Iran.

**D**epuis quelques années, Moscou fait preuve d'un activisme diplomatique et commercial au Moyen-Orient qui tranche avec la passivité de la diplomatie russe dans la région au cours des années 1990 (1). Aidée par les revenus des exportations d'hydrocarbures, la Russie mène, depuis 2005, une politique d'engagement dans la zone, comme le montrent les tournées successives que Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev ont effectuées dans pratiquement tous les pays du Moyen-Orient, à l'exception de l'Irak.

À certains égards, les actions du Kremlin dans cette zone ressemblent à celles qui sont conduites en Afrique et en Amérique latine depuis quelques années. Mais à la différence de ces deux régions du globe, les relations qu'entretient Moscou avec les pays du Moyen-Orient, dont l'histoire est liée à celle de la Russie, revêtent une importance stratégique qu'il ne peut se permettre de négliger. Cette politique constitue d'ailleurs un indicateur souvent révélateur des dynamiques, des atouts et des limites de la puissance russe. Depuis quinze ans,



les transformations de sa politique dans la zone ont abouti à une reconfiguration de la présence du pays, de ses intérêts et de ses priorités au Moyen-Orient.

## ➤ Rapprochement avec l'islam

Au Moyen-Orient, le Kremlin déploie une politique de séduction à l'égard de l'islam, dont le but est triple : d'abord s'assurer que les régions musulmanes du pays ne soient pas déstabilisées par un islam rigoriste, ensuite améliorer son image dans le monde musulman, sérieusement écornée par les massacres commis en Afghanistan puis en Tchétchénie, et tirer parti de l'antiaméricanisme qui s'est répandu dans le monde arabo-musulman après l'invasion américaine de l'Irak en 2003 pour se poser en médiateur entre les mondes occidental et musulman.

Plus globalement, le sentiment s'est répandu, chez les dirigeants russes, que l'islam tend à prendre une place croissante dans les relations internationales. En tant qu'État principalement européen avec une importante minorité musulmane – le recensement de 2002 évaluant la communauté musulmane de Russie à environ 20 millions de personnes, soit un citoyen russe sur sept –, la Russie d'aujourd'hui pense avoir la vocation historique de jouer ce rôle de médiateur (2). L'exécutif russe s'est d'ailleurs montré très critique vis-à-vis de la stigmatisation de l'islam par l'Occident : « Des tentatives sont faites pour diviser le monde sur une base religieuse et ethnique, et pour creuser un fossé d'incompréhension entre les communautés chrétiennes et islamiques. Un conflit de civilisations est virtuellement imposé à travers le monde », soutenait V. Poutine en 2008 (3). De nombreux discours officiels reflètent l'ambition russe : selon Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères russe en poste depuis 2004, la Russie fait aussi partie du monde musulman (4). En 2005, elle devient membre observateur de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Avant le sommet de La Mecque, Vladimir Poutine fait escale à Grozny pour y assurer que son pays protège l'islam : « La Russie a toujours été le protecteur le plus fiable des intérêts de l'islam. [...] En cherchant à nuire à la Russie, les extrémistes [du Caucase du Nord] sont en réalité en train de détruire un des piliers du monde islamique » (5). Le Kremlin a permis une large islamisation de la Tchétchénie tout en s'assurant du caractère inoffensif de l'islam pratiqué et de la loyauté sans faille de la république à l'égard du pouvoir fédéral. En parallèle, Moscou a mis sur pied en 2006 un groupe de réflexion baptisé « Vision stratégique : Russie-Monde islamique », où se côtoient annuellement politiciens russes et moyen-orientaux.

Les efforts de Moscou ont permis d'améliorer son image dans le monde arabo-musulman, ce qui a eu un impact positif sur les populations musulmanes de Russie. L'administration Poutine (2000-2008) a mis un terme à la politique de passivité de l'ère Eltsine (1991-1999) vis-à-vis de la religion et a directement contribué au financement des communautés musulmanes de Russie, notamment par le biais du Fonds pour la culture et l'éducation islamiques, qui a subventionné la construction de



La centrale nucléaire iranienne de Bushehr a été construite par la Russie.

mosquées, la formation d'imams et l'octroi de bourses éducatives (6). La majeure partie de ce financement est destinée à la promotion d'un islam « officiel » et modéré, visant à détourner les fidèles de prêches radicaux.

## ➤ À la conquête de nouveaux marchés

La Russie montre un intérêt grandissant pour les opportunités qu'offre le dynamisme économique de cette région (cf. carte p. 59). Le commerce est à l'ordre du jour de chacun des voyages de V. Poutine et D. Medvedev. L'analyse faite à Moscou est que le potentiel économique du Moyen-Orient impose à la Russie d'y être présente. De nouveaux débouchés très prometteurs s'y trouvent pour ses investissements et ses exportations, notamment celles d'armements. En effet, Moscou cherche à diversifier ses clients pour que son industrie d'armement ne dépende plus seulement des achats indiens et chinois. Le golfe Persique, et l'Arabie saoudite en particulier, où les dépenses militaires sont parmi les plus élevées au monde, constitue un marché très porteur. Outre l'Iran et les riches monarchies du



Golfe, la Syrie, la Libye, l'Égypte et le Yémen sont perçus comme des marchés à conforter ou à conquérir. Les contrats signés par le complexe militaro-industriel russe sont désormais motivés par le profit et non plus par des intérêts idéologiques. La Russie réactive et capitalise ainsi sur ses « vieilles amitiés » soviétiques (7) afin de convertir un certain nombre de sympathies à son égard en contrats. À cet effet, les organismes institutionnels russes sont activement impliqués dans la multiplication des forums d'affaires. Sous l'égide de la chambre de commerce et d'industrie, présidée par Evgueni Primakov – l'un des plus fins connaisseurs du monde arabe en Russie –, le Conseil d'affaires russo-arabe organise des manifestations consacrées au renforcement des liens entre les milieux d'affaires russes et arabes.

Plus grand producteur et exportateur mondial de gaz, la Russie tente également de former des coopérations gazières avec les producteurs moyen-orientaux. Au-delà de projets qui restent modestes, c'est surtout la proposition de créer une « OPEP du gaz » – avec notamment l'Iran et le Qatar – qui a marqué les esprits lors de la tournée de V. Poutine dans le Golfe en février 2007. Ce projet – avant tout politique – ne semble pas susciter un grand enthousiasme dans les grandes capitales arabes, notamment Riyad, car Téhéran est l'avocat le plus actif d'une telle organisation.

Par ailleurs, chacune des visites des leaders russes s'accompagne de propositions commerciales dans le secteur du nucléaire civil. Ainsi, lors des voyages de D. Medvedev en Égypte en mai 2009, en Syrie puis en Turquie en mai 2010, Rosatom (l'Agence fédérale russe de l'énergie nucléaire) s'est à chaque fois positionné sur ces marchés en prenant part à des appels d'offres et en signant, dans le cas turc, un accord de coopération nucléaire. En outre, la centrale de Bushehr, dont la mise en service a été maintes fois retardée depuis le déclenchement de la crise nucléaire iranienne, est opérationnelle depuis le 21 août dernier. Cependant, les espoirs d'investissements réciproques ne se sont pas toujours matérialisés. Les entreprises russes se heurtent à la concurrence occidentale, mais aussi à la présence accrue de la Chine et de l'Inde. Quoi qu'il en soit, la Russie a su trouver des opportunités là où les grandes firmes américaines ont été mises en difficulté à la suite des guerres d'Afghanistan et d'Irak.

## ~ Faire contrepoids à Washington

En revendiquant de façon plus visible une relation politique privilégiée avec le monde arabo-musulman, la Russie entend profiter de l'affaiblissement des États-Unis dans la région afin de se présenter comme un contrepoids.

Sous couvert de « renforcement de la multipolarité dans le monde », autrement dit de développer des pôles de résistance à l'unilatéralisme américain (8), la Russie souhaite tirer parti de l'hostilité à la politique extérieure américaine dans le monde arabo-musulman. Celle-ci a été attisée par les échecs stratégiques de Washington en Irak et en Afghanistan, et par son incapacité à résoudre le conflit israélo-palestinien et à satisfaire la « rue arabe ». À cet égard, le Kremlin a fait preuve ces dernières années d'un zèle diplomatique sur la scène proche-orientale, qui l'a notamment conduit à siéger parmi le Quartet tout en nouant des liens étroits avec le Hamas, dont le chef politique, Khaled Mechal, a été invité à plusieurs reprises à Moscou. La diplomatie russe tente depuis quelques années d'organiser dans la capitale russe une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient. Autre témoignage soulignant les ambitions politiques de la Russie : elle a envoyé fin 2006 un bataillon de 300 militaires du génie au Liban, dans un contexte d'après-guerre, composé de... Tchétchènes. Destinées à augmenter le capital de sympathie des Russes dans le monde arabo-musulman, ces initiatives reflètent surtout une ambition de profiter du discrédit diplomatico-stratégique américain sur le théâtre moyen-oriental pour élaborer un discours politique destiné à rehausser le statut de la Russie et de faire d'elle une grande puissance mondiale, capable de contrer les États-Unis dans diverses régions où elle a des intérêts.

Si Moscou est la seule capitale du G8 pouvant s'asseoir à la table des négociations avec la quasi-totalité des acteurs de la scène moyen-orientale, la grande majorité de ses initiatives politiques reste marquée par sa relation à Washington. La Russie utilise ainsi le dossier iranien dans ses rapports avec les États-Unis. L'« entente stratégique » russo-iranienne et la crise nucléaire



iranienne servent les Russes dans leur projet de puissance. Cela permet aussi à Moscou de manifester sa détermination à résister aux injonctions américaines. Du fait de l'importance de ce dossier dans la vie internationale, la Russie a la possibilité de montrer qu'elle est un acteur indépendant, qu'elle représente une alternative et qu'elle pèse sur les évolutions internationales (9). De son côté, Téhéran voit en Moscou un contrepoids dans ses rapports de force avec la Maison Blanche. Globalement, le Kremlin a intérêt à ce que perdurent les tensions entre les États-Unis et l'Iran (10). Celles-ci favorisent le recours de l'Iran à la Russie et permettent de conserver les prix du pétrole à un niveau élevé. Les initiatives russes à destination de l'Arabie saoudite ne sont, elles non plus, pas dissociables de sa politique américaine. Suggérant une volonté de tirer parti de l'antiaméricanisme dans le monde arabo-musulman, Moscou a renforcé ses liens politiques et économiques avec le royaume. Mais sa relation à Riyad reste, là encore, marquée par le tropisme américain des deux pays. Lorsque l'Arabie saoudite perçoit que ses liens avec les États-Unis se distendent, elle se tourne ouvertement vers la Russie pour entamer des négociations sur des livraisons d'armes (11). Au final, celles-ci vont rarement à leur terme, car le but n'est pas de recevoir de nouvelles armes en provenance de Russie. Il s'agit d'un exercice destiné à provoquer les États-Unis et à faire passer le message que les inquiétudes arabes doivent être entendues, ou que de la stabilité de la monarchie dépend la sécurité énergétique de Washington (12). Riyad se sert clairement de Moscou pour défendre ses intérêts de politique étrangère, révélant les contradictions de la diplomatie russe.

### Israël, une « petite Russie » au Moyen-Orient

Depuis le début de la décennie, la Russie a normalisé et développé ses relations avec Israël, au point que Tel-Aviv est le principal partenaire commercial de Moscou au Moyen-Orient (cf. carte ci-contre). Dans le domaine politico-culturel, la communauté russophone d'Israël participe grandement à la construction d'un espace russe transnational : aujourd'hui, 20 % de la population d'Israël parle russe. Celle-ci conserve des liens très forts avec son pays d'origine et perpétue l'usage de la langue d'autant que, depuis 2008, les Russes n'ont plus besoin de visa pour se rendre en Israël. Les Russes d'Israël participent également à la circulation de flux scientifiques : de nombreux partenariats ont été mis en place ces dernières années dans des secteurs technologiques de pointe, comme l'aéronautique, le spatial et les nanotechnologies. Dans le domaine énergétique, les relations israélo-russes sont marquées par une coopération dense, bien qu'encore sous-exploitée. Les importations croissantes d'hydrocarbures russes permettent à Israël de diversifier

ses sources d'approvisionnement. Sur le plan stratégique, la lutte antiterroriste est l'un des axes essentiels de la coopération bilatérale. Avec la deuxième guerre de Tchétchénie (1999-2000), la coopération antiterroriste se développe à travers la collaboration des services de renseignement, la formation du personnel russe aux techniques israéliennes et les ventes d'armes. Moscou et Tel-Aviv, chacun de leur côté, tentent d'instrumentaliser la lutte contre leur ennemi commun, le « terrorisme islamiste », pour justifier leurs politiques, l'un à l'égard du Caucase du Nord, l'autre vis-à-vis de la Palestine. Enfin, les deux pays font preuve d'un grand pragmatisme dans leurs relations bilatérales : il s'agit en effet de promouvoir leur logique mercantile, qu'il s'agisse de ventes d'armes ou de contrats énergétiques, sans porter atteinte aux intérêts politiques et sécuritaires de l'autre. Quand Israël suspend sa coopération militaro-technique avec la Géorgie et réagit mollement aux visites du Hamas à Moscou, la Russie subit des pressions pour renoncer à livrer des missiles S-300 à l'Iran et à la Syrie et freiner sa coopération nucléaire avec Téhéran.

**Hors du champ économique, la Russie peine à s'affirmer dans la région. Il semble que les élites russes rêvent plus le Moyen-Orient qu'elles ne le comprennent.**

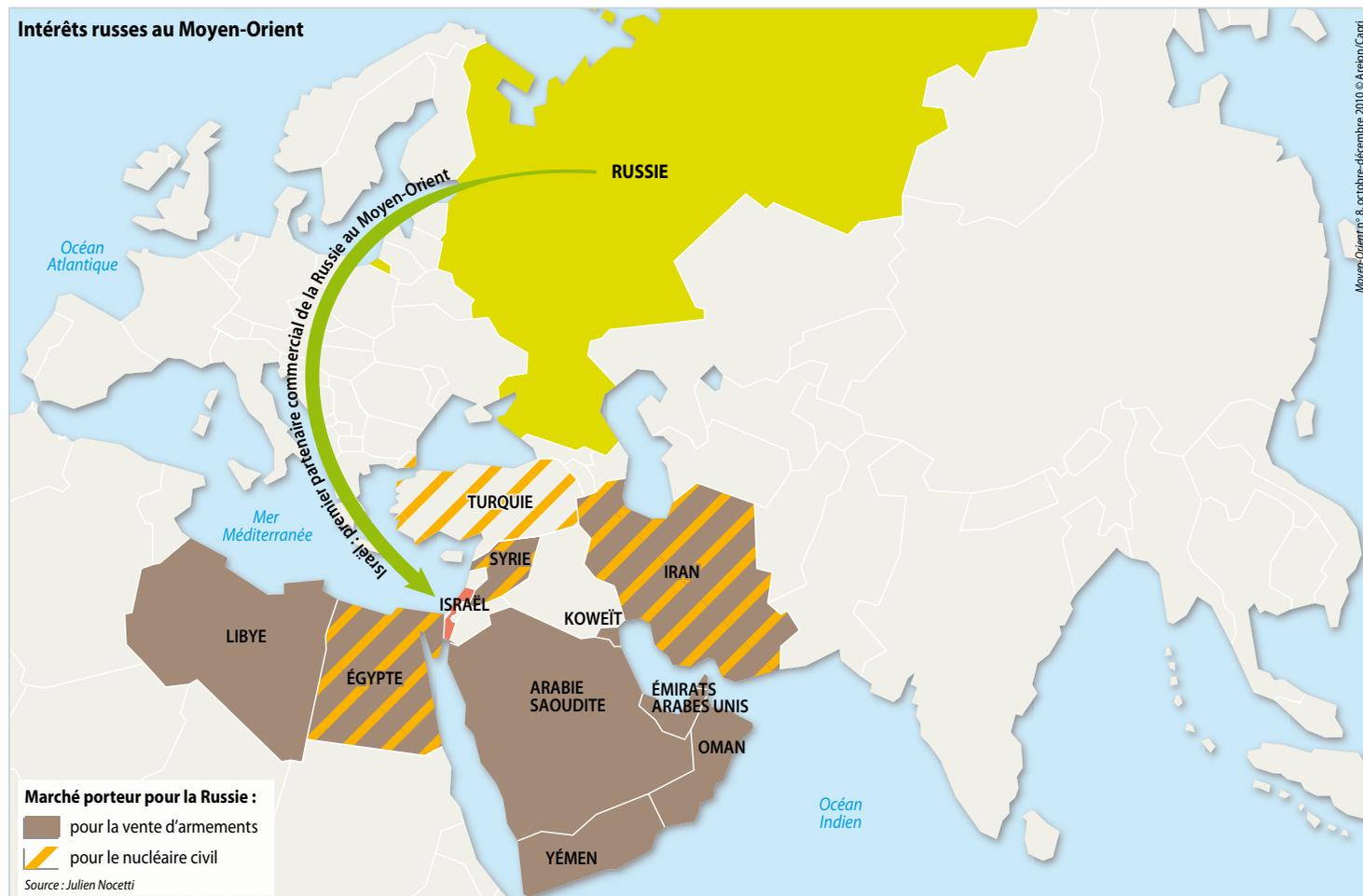
### Tactique versus stratégie

L'examen de la présence et de la politique de la Russie au Moyen-Orient permet d'en tirer plusieurs enseignements :

∞ La Russie se heurte à l'enracinement des États-Unis sur les plans militaire (128 bases opérationnelles pour les Américains contre deux facilités navales en Syrie pour les Russes) et économique (158 milliards de dollars d'échanges commerciaux entre les États-Unis et les pays du Moyen-Orient – Israël et Maghreb compris –, en 2009 ; contre 10 milliards du côté russe). Mais Moscou n'est pas en mesure de supplanter Washington dans la zone, ni d'ailleurs ne l'ambitionne. D'une certaine manière, les liens sécuritaires entre les États-Unis et certains pays de la région contribuent à sécuriser les investissements exponentiels de la Russie (13).

∞ La politique russe est dirigée vers la préservation du *statu quo*. Le fait que Moscou n'ait ni réel allié ni véritable ennemi dans la région ne lui confère pas une plus grande marge de manœuvre. Cette caractéristique entraîne parfois quelques tensions, les autres acteurs suspectant le Kremlin de double jeu. C'est le cas dans le dossier iranien, particulièrement complexe. L'émergence d'une puissance militaire nucléaire sur le flanc sud de la Russie n'est pas dans l'intérêt de Moscou. Cependant, ses intérêts stratégiques ne sont pas toujours le principal facteur déterminant les décisions en matière de politique étrangère. L'exécutif russe laisse même apparaître une certaine schizophrénie : Dmitri Medvedev n'hésite pas à critiquer publiquement le jusqu'au-boutisme du régime iranien et à annoncer l'inévitabilité de sanctions, alors que Vladimir Poutine n'en a parlé qu'une seule fois. Les divergences de vues représentées par

## Intérêts russes au Moyen-Orient



les deux hommes opposent les partisans d'un rapprochement avec les États-Unis et une grande partie des *siloviki* (le cercle du pouvoir de V. Poutine composé avant tout d'anciens officiers issus des forces de sécurité, FSB ou KGB) et du complexe militaro-industriel, très réservés sur les critiques du président.

∞ Moscou ne mobilise encore que timidement ses outils de *soft power*. Au Moyen-Orient, les efforts russes restent focalisés sur les médias et les échanges culturels. La chaîne Russia Today, qui se veut le « CNN russe », diffuse en langue arabe depuis 2007 et, en novembre 2009, l'agence de presse RIA Novosti a relancé, dans quinze pays arabes et Israël, le journal *Moscow News* en arabe. Pour renforcer la présence de la langue et de la culture russes, D. Medvedev a créé une agence fédérale, Rosstrudnichestvo, en 2008. Selon son directeur adjoint, « le Moyen-Orient est une région prioritaire pour y développer l'influence russe » (14). Le centre représentant l'agence à Damas,

en Syrie, enseigne le russe à 500 étudiants ; celui de Tel-Aviv bénéficie du dynamisme de la diaspora russe et, en 2009, un nouveau centre a été ouvert à Amman, en Jordanie.

∞ Les leviers dont dispose la Russie au Moyen-Orient se heurtent à l'activisme économique de la Chine et à l'affirmation de la politique étrangère turque. Les initiatives de la Turquie – notamment de médiation sur l'Iran et la Palestine – lui donnent une consistance dont Moscou ne peut se prévaloir.

En définitive, hors du champ économique, la Russie peine à s'affirmer dans la région. Il semble que les élites russes rêvent plus le Moyen-Orient qu'elles ne le comprennent. Cette impression est attisée par les antagonismes de plus en plus marqués entre les deux figures de l'exécutif russe. ■

JULIEN NOCETTI

(1) À la fin de la guerre froide, Moscou laisse à Washington la mise en œuvre de l'agenda politique régional. La Russie se limite alors à saisir quelques opportunités de niche, notamment en direction de l'Iran et de la Syrie.

(2) A. Malashenko, « Russia and the Muslim World », in *Working Paper*, n° 3, Carnegie Moscow Center, 2008, p. 17.

(3) V. Poutine, sommet mondial des leaders religieux, Moscou, 3 juillet 2008.

(4) Sommet de l'OCI, Dakar, 13 mars 2008.

(5) P. K. Baev, « Putin Protects Islam and Praises Democracy in Grozny », in *Eurasia Daily Monitor*, The Jamestown Foundation, 14 décembre 2005.

(6) R. Dannreuther, « Islamic Radicalization in Russia: An Assessment », in *International Affairs*, vol. 86, n° 1, 2010, p. 120.

(7) L'URSS apporte alors son soutien militaire et économique aux pays arabes d'orientation socialiste – l'Égypte, la Syrie, l'Irak et le Yémen –, avec pour but de contrecarrer l'influence des États-Unis et l'aide occidentale à Israël.

(8) Position clairement exprimée lors du discours de V. Poutine à la conférence sur la sécurité de Munich en février 2007.

(9) A. de Tinguy (dir.), *Moscou et le monde. L'ambition de la grandeur : une illusion ?*, Autrement, 2008.

(10) J. Nixey, « Balancing Is Best », in *TheWorldToday*, Chatham House, mai 2010.

(11) Depuis février 2007, la presse spéculé sur les négociations entre Moscou et Riyad concernant l'acquisition par le royaume d'armements russes, notamment des missiles antiaériens S-400. Lire R. Aliev, « Nenassytniy region », in *Odnoko*, n° 28, juillet 2010.

(12) J. Nocetti, « Le Kremlin à La Mecque : le pèlerinage saoudien de la diplomatie russe », in *Russie.Nei.Visions*, n° 52, IFRI, juin 2010.

(13) M. N. Katz, « Russia: Geopolitical vs. Geoeconomic interests », in *Middle East Times*, juillet 2008.

(14) A. Nemtsova, « Russia Aims to Regain Middle East Influence », in *Russia Now*, Telegraph/Rossiyskaya Gazeta, 4 juin 2010.